



ARRETE DU MAIRE

PRIS LE 02 OCT. 2023

Services Techniques
CL/AF
N° 296 /2023

OBJET : Renouvellement d'un branchement gaz sur trottoir – avenue Madeleine.

Le Maire de Soisy-sous-Montmorency,
Vice-président délégué du Conseil départemental du Val d'Oise,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2122-24, L2212-1, L2213-1 et suivants,

VU le code de la route en vigueur et notamment les articles R411-1 et suivants, R417-10,

VU l'article R610-5 du Code Pénal,

VU les décrets 2001-250 et 2001-251 du 22 mars 2001 modifiant le code de la route,

VU l'arrêté interministériel du 16 mai 2001 portant modification de l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

VU l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 portant modification de l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974, relatif à la signalisation temporaire,

CONSIDERANT la demande de la société STPS Z.I. sud 77272 Villeparisis cedex concernant le renouvellement d'un branchement gaz sur trottoir au droit du 8 avenue Madeleine, pour le compte de GRDF 137 boulevard Charles de Gaulle 92390 Villeneuve-la-Garenne.

CONSIDERANT qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'assurer la sécurité, ainsi que de bonnes conditions de circulation et de stationnement.

ARRETE

Article 1 : Du 9 octobre au 3 novembre 2023, la société STPS est autorisée à procéder au renouvellement d'un branchement gaz sur trottoir au droit du 8 avenue Madeleine.

Article 2 : Le stationnement sera interdit de part et d'autre de la chaussée entre la rue du Centre et le 6 avenue Madeleine et selon l'avancement du chantier.

Article 3 : La voie de circulation sera rétrécie. Un alternat sera mis en place.
Une déviation piétonne sera mise en place par la société sous le contrôle des services techniques municipaux.

Article 4 : L'entreprise devra utiliser des véhicules équipés de signalisation pour les chantiers mobiles ainsi que des équipements individuels de protection pour les agents travaillant sur la voie publique, lors des travaux et selon les normes en vigueur.

Article 5 : Les horaires de chantier seront adaptés au trafic routier ; les travaux s'effectueront de 9h00 à 16h00.

M.

Article 6 : Les fouilles sous trottoir seront balisées et un cheminement piéton protégé sera mis place et assuré en toutes circonstances et une déviation pourra être mise en place le cas échéant, en accord avec les services municipaux. La reprise d'enrobé se fera en pleine largeur en respectant le coloris initial.

Article 7 : Les trottoirs devront rester accessibles aux piétons et aux personnes à mobilités réduites. Dans le cas où la circulation des piétons ne pourrait être maintenue sur le trottoir, celle-ci sera reportée sur le trottoir opposé aux travaux, une déviation adaptée devra être mise en place.

Article 8 : La protection et la circulation des piétons et des personnes à mobilité réduite, la signalisation conforme au code de la route et son entretien, nécessaires à la mise en œuvre de ces dispositions, l'affichage du présent arrêté sur le chantier, seront effectués par la société STPS Z.I. sud 77272 Villeparisis sous le contrôle des services techniques municipaux.

Article 9 : En référence au décret n°2018-899 du 22 octobre 2018, tout intervenant sur le domaine public à l'obligation de détenir l'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR). La réfection de la voirie devra respecter le Guide de Terrassement des Routes (NF P98-331) ainsi que le fascicule 31 du CCTG.

Article 10 : Des panneaux d'information de chantier seront mis sur place par l'entreprise chargée des travaux 4 jours ouvrés à l'avance, avant tout commencement des travaux. Pour chaque chantier, le lieu, la nature, la date de début des travaux ainsi que la durée prévisible seront affichés sur place conjointement au présent arrêté.

Article 11 : L'entreprise aura à sa charge la mise en œuvre et le maintien en état de la signalisation réglementaire et prendra les mesures nécessaires afin de laisser le domaine public propre durant la période du chantier.

Article 12 : Dans le cas où il serait constaté un manquement au niveau de la sécurité par l'agent des services techniques municipaux, celui-ci pourra faire arrêter le chantier immédiatement, dans l'attente d'une remise en conformité du chantier.

Article 13 : La société reste responsable des accidents et dommages susceptibles de se produire aux abords et sur le chantier. Toute dégradation du domaine public (trottoir, chaussée, mobilier urbain et autres) sera prise en compte par la société.

Article 14 : Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur et les véhicules en stationnement gênant seront mis en fourrière aux frais et risques des contrevenants.

Article 15 : La directrice générale des services de la ville, la directrice des services techniques, le commissaire de police de la circonscription de Montmorency - Enghien-les-Bains, le responsable de la police municipale de Soisy-sous-Montmorency, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera adressé à la société STPS Z.I. sud 77272 Villeparisis et notifié à GRDF 137 boulevard Charles de Gaulle 92390 Villeneuve-la-Garenne.

Le Maire,
Vice-Président délégué du Conseil départemental,
Luc STREHATANG.



Transmis en Sous-Préfecture de Sarcelles le : -----

Mis en ligne et/ou notifié le : **03 OCT. 2023**

Acte rendu exécutoire en vertu des articles L 2131-1 et L 2131-2 du CGCT. Le

03 OCT. 2023

La présente décision administrative peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans le délai de deux mois à compter de la date du « rendu exécutoire » mentionnée sur le présent acte.